



AFGHANISTAN

TALIBAN

Deux ans plus tard

Afghanistan Tablian : Deux ans après

Alors que des affrontements meurtriers entre l'armée iranienne et les talibans afghans ont éclaté en Afghanistan le 28 mai dernier sur fond de contentieux lié à la distribution de la rivière Helmand, ravivant des tensions nationales et religieuses anciennes, il est primordial de se pencher sur la situation en Afghanistan près de deux ans après le retour au pouvoir des talibans.

Cette actualité met en évidence les défis auxquels le pays est confronté, ainsi que les enjeux géopolitiques qui continuent d'influencer la dynamique de la région.

C'est dans ce contexte complexe que nous rencontrons Arthur Fouchère, un grand reporter chevronné, qui exerce depuis douze ans la profession de journaliste, dont huit en tant que reporter, chercheur et photographe indépendant. Son métier de grand reporter, notamment de guerre et terrains difficiles, lui a offert une solide expertise en géopolitique et terrorisme international, l'amenant à couvrir des zones souvent méconnues du grand public.

Du Kazakhstan, où il a travaillé sur les nouvelles routes de la soie chinoises et le rôle de médiateur du pays dans la guerre en Syrie, jusqu'au Japon, où il a enquêté sur les conséquences de la catastrophe de Fukushima cinq ans après le tsunami, Arthur Fouchère a témoigné de situations complexes et souvent troublantes.

Parmi les zones qu'il a couvertes sur le terrain, la

guerre au Haut-Karabakh fin 2020 occupe une place marquante dans sa confrontation aux situations extrêmes. Il a également enquêté en Tchétchénie et au Daghestan dans le Caucase russe ou encore au Pakistan.



C'est son dernier grand reportage, en Afghanistan, réalisé au printemps 2022 un peu moins d'un an après la reprise du pouvoir par les talibans, que nous allons décortiquer de près dans cet entretien. Arthur Fouchère nous offre un aperçu unique de la réalité difficilement accessible de ce pays, marqué par plusieurs décennies de guerre, un terrorisme persistant, la grande pauvreté, la lutte pour la survie, et les bouleversements sociopolitiques.

Cet entretien s'articule autour de trois articles qui nous offriront un aperçu du métier de grand reporter et de la passion et valeurs qui animent ceux qui choisissent de se confronter aux réalités les plus dures pour informer le monde (Partie I) ; qui nous permettront de mieux comprendre les défis auxquels sont confrontés les Afghans au quotidien (Partie II) ; tout en nous livrant une vision prospective de l'Afghanistan (Partie III)

À travers les yeux d'Arthur Fouchère, plongeons dans l'histoire récente de l'Afghanistan et découvrons les aspects souvent ignorés d'un pays en proie à de multiples bouleversements, mais où la résilience et le courage de sa population continuent de briller dans l'ombre.



Grand reporter Un métier vocation

En quoi consiste le métier de grand reporter et notamment de reporter de guerre ?

La terminologie de “grand reporter” est un titre honorifique qui vise le reportage de terrain au long cours allant en profondeur. Il s’agit de reportages, mais aussi d’enquêtes et d’investigations (presse écrite, photographie, radio, télévision) le plus souvent à l’international.

Il convient de souligner d’emblée que cette profession, en plus d’être exigeante intellectuellement, est très précaire financièrement, particulièrement en presse écrite et photographie, et encore plus s’agissant des indépendants. Rémunérés à la pige (à la taille de l’article et/ou à la photo) à des montants souvent très faibles, ces derniers doivent en outre couvrir eux-mêmes les frais liés au projet.

Le métier est également très difficile psychologiquement et extrêmement dangereux dans les zones à risques (dictatures, activités terroristes) et l’est particulièrement sur les zones de guerre. Au même titre que les civils, le reporter de guerre risque sa vie et s’expose à du stress

Afghanistan Tablian : Deux ans après

post-traumatique, en plus de subir un sentiment d'impuissance face aux drames humains dont il est témoin.

Ces défis et risques sont tels que beaucoup de journalistes, pourtant talentueux et animés par la vocation, décident malheureusement d'abandonner la profession. Les sacrifices demandés, tant sur le plan économique que personnel (par exemple, la conciliation avec la vie de famille et l'éducation des enfants), sont considérables.

À plusieurs reprises lors de ma couverture de la guerre au Haut-Karabakh, alors que je me trouvais à l'extérieur pour authentifier des maisons détruites ou rencontrer des volontaires, des missiles ont explosé à moins de 250 mètres de ma position, ce qui est extrêmement proche. J'ai eu beaucoup de chance de ne pas être touché. Dans les mêmes conditions, quelques semaines avant mon arrivée dans la zone, mes confrères Rafael Yaghobzadeh et Al-

lan Kaval, alors envoyés spéciaux au Haut-Karabakh pour le quotidien *Le Monde*, ont été grièvement blessés à Martouni.

Certains le payent de leur vie, comme récemment, en mai dernier, le journaliste reporter d'images franco-bosnien de l'AFP Arman Soldin touché par des éclats de missiles près de Bakhmout en Ukraine. Le conflit russo-ukrainien a d'ailleurs rappelé au monde entier qu'au-delà de ce genre d'événements tragiques, mais inhérents au métier, le reporter de guerre, qui est un civil aux yeux du droit international, est régulièrement délibérément ciblé et parfois assassiné.

Je n'ai couvert dans le dur qu'une seule guerre, mais je connais de nombreux reporters spécialisés dans ce domaine qui enchaînent les conflits armés depuis des années. Il faut leur rendre hommage, car leur travail est extrêmement précieux et éprouvant.

Comment devient-on grand reporter ?

Il n'existe pas de formation spécifique pour devenir grand reporter et, de manière générale, journaliste. Certes, les grandes écoles de journalisme demeurent la voie classique, mais les profils (à niveau bac+5) sont variés avec souvent des diplômes préalables en lettres, philosophie, droit, écoles de commerce, écoles d'ingénieurs... Un véritable atout pour se spécialiser dans des domaines pointus.

La différence se fait à travers l'expérience. Le plus important est une grande motivation, une détermination sans faille, une éthique et beaucoup de travail. Mais le moteur de tout, c'est la passion et la quête de sens, car les obstacles et les moments de découragements et de doutes jalonnent nos parcours.

Pour ma part, il s'agit d'une vocation qui s'est dessinée dès l'enfance, d'un idéal intellectuel qui s'est progressivement mué en approche humaniste et humanitaire.

Au sein des rédactions, les places de grand reporter sont rares et personne ne vous attend. Il faut plusieurs années avant d'être envoyé sur le



Afghanistan Tablian : Deux ans après

terrain et, pour les reportages de guerre, seule une poignée de journalistes expérimentés est sélectionnée dans chaque rédaction. Il faut donc prendre des initiatives et ne pas hésiter à lancer ses propres projets en indépendant. En règle générale, la majorité des grands reporters se spécialise logiquement et progressivement dans un seul domaine, sur une seule région, ce qui n'est pas mon cas.

Quel est votre parcours ?

J'ai effectué mon cursus en droit à l'Université Panthéon-Assas (Paris II). Après avoir obtenu un Master 1 en droit privé ('Carrières judiciaires'), j'ai décroché en 2008 un Master 2 en droit international, mention 'droits de l'Homme et droit humanitaire', sous la direction d'Emmanuel Decaux.

Je suis devenu journaliste sur le tas, après deux ans de stages et de piges dans différentes rédactions et institutions.

En 2011, après y être allé au culot et passé des tests, je suis devenu pigiste régulier pour la presse financière spécialisée (revue Capital Finance, un titre du groupe Les Échos). Une expérience très formatrice sur le plan de la rigueur analytique des problématiques juridiques que je décortiquais.

Mais c'est vers l'international que je voulais me diriger.

C'est ainsi que parallèlement, dès le printemps 2011, j'ai postulé au sein de la rédaction de la chaîne d'information internationale France 24. J'ai alors intégré par la petite porte les rédactions francophone et anglophone (il existe également une rédaction en arabe et en espagnol). La rémunération, convenable, était à la pige (à la vacation) et, si vous teniez le choc des changements d'horaires (matinales, nuits, journées...) et répondiez aux exigences, vous pouviez avoir autant de travail, voire plus, qu'un journaliste salarié bien que le statut restait précaire.

Cette expérience chez France 24 a été particulièrement enrichissante, bien que frustrante. J'étais impliqué dans l'édition du journal en direct, pour l'actualité internationale et parfois économique. Mon rôle consistait à vérifier les informations, les sources des images et à en effectuer le montage, le tout chronométré à la seconde près.

Ces quatre années en tant qu'« homme de l'ombre » de l'info m'ont permis d'acquérir une solide compréhension des enjeux internationaux et d'apprendre à gérer une haute intensité de stress. J'ai pu y rencontrer d'excellents reporters, notamment de guerre, et observer leurs remarquables reportages réalisés en Libye, en Syrie et en Irak.

Mais mon objectif était d'initier mes propres projets sur le terrain et d'utiliser pleinement mon potentiel intellectuel, au long cours, en presse écrite, sans exclusivité pour un média donné.

En 2015, à l'âge de 31 ans, j'ose donc enfin me lancer dans le vide, avec mes seules économies, en initiant mon premier projet et apprenant également, toujours sur le tas, la photographie.

C'est à Détroit, où j'ai vécu pendant un mois, que j'ai mené mon premier reportage, dans une ville totalement sinistrée aux allures de cité fantôme au milieu de 70 000 maisons saisies ou abandonnées. Mon reportage, finalement publié dans la rubrique "Le document" de Paris Match, expliquait comment Détroit et ses habitants en étaient arrivés là dans un pays où une ville peut faire juridiquement faillite et négocier sa dette devant un tribunal.

Cette expérience m'a donné confiance pour poursuivre l'aventure et lancer au Japon mon second projet : une enquête très fouillée et nuancée dans les villages évacués de Fukushima, sur le niveau de la radioactivité (en la mesurant) et les conséquences économiques et psychologiques de la catastrophe nucléaire.

J'ai travaillé en totale indépendance en finançant moi-même mes projets. Les premières années étaient difficiles, mais grâce à une seconde activité professionnelle, à mon compte, dans le domaine culturel à Paris, j'ai progressivement trouvé mon équilibre. Ainsi, je peux consacrer le temps que je souhaite à chaque reportage avec la flexibilité nécessaire.





Comment se prépare un reportage sur le terrain ?

On peut distinguer plusieurs grandes étapes dans la préparation d'un reportage:

1. Une grande compréhension du sujet étudié (réflexion permanente, analyse, recherche de sources variées sur l'économie, l'histoire, la religion...)
2. La préparation logistique (déplacements, itinéraires)
3. La compréhension et appréhension de la situation géopolitique de la zone couverte (réalités, risques)
4. L'obtention d'une lettre de mission auprès d'un média pour obtenir une accréditation dans le pays couvert (indispensable pour couvrir une guerre ou un État dictatorial)
5. L'obtention du visa requis
6. L'acquisition d'un gilet pare-balles et d'un casque (pour les zones de guerre)
7. Une formation aux situations de guerre par un stage agréé par l'État français (*exigée par certains médias*)
8. La possibilité de travailler avec un fixe expérimenté (interprète, chauffeur) quand cela est indispensable

Néanmoins, il est impossible de tout planifier et les obstacles sont nombreux. En préparant mes reportages, je ne savais jamais si tout n'allait pas s'effondrer à la dernière minute. De plus, sur le fond, il arrive souvent qu'on surévalue ou sous-évalue un contexte, une dynamique, un phénomène. Il est donc important d'être capable de redéfinir, sans préjugés (sociaux, religieux, politiques, économiques), les angles de ses sujets d'étude. Seul le terrain permet d'ajuster sa réflexion et de palper les nuances d'une réalité complexe. **Il faut savoir se remettre en question constamment.**

À chaque fois que c'était possible, j'ai effectué mes reportages en « sous-marin », en dissimulant ma fonction de reporter (avec un simple visa touristique), afin d'enquêter sans autorisation préalable et sans surveillance. Les entretiens les plus sensibles se faisant alors dans des lieux discrets et par correspondance.

Pour le Haut-Karabakh et pour l'Afghanistan, j'ai été dans l'obligation d'obtenir un visa journaliste, sans lequel je n'aurais pas pu travailler. Il est en effet presque impossible de circuler dans un état en guerre, même démocratique, ou dans l'Émirat islamique des talibans sans de nombreux contrôles aux checkpoints.

Un visa journaliste s'obtient en principe grâce à une accréditation délivrée par l'État que l'on couvre, ce qui nécessite en amont une lettre de mission d'un média.

J'ai décidé de couvrir la guerre au Haut-Karabakh, car j'avais travaillé plus d'un an sur le sujet et m'y étais rendu, ainsi qu'en Azerbaïdjan, à l'été 2017, lorsque le conflit était gelé. Quand la guerre a éclaté le 27 septembre 2020, j'ai hésité pendant deux semaines, car je n'avais pas d'expérience de la guerre, mais je me disais que c'était un devoir d'y aller, ayant une expertise solide et appréhendant déjà le terrain. Je disposais de très peu de temps pour finaliser ma procédure d'accréditation, car les bombardements s'intensifiaient et le corridor de Latchine, reliant l'Arménie au Haut-Karabakh, risquait à tout moment d'être bloqué par les autorités arméniennes.

J'ai soumis en urgence mon projet à la direction de la revue de relations internationales *Diplomatie*, dans laquelle j'avais déjà publié. J'ai alors proposé de rédiger une décharge de responsabilité (en cas de dommages corporels sur place), en échange d'une lettre de mission. Une fois sur place, j'ai pu déposer mon dossier auprès des autorités arméniennes et de celles de la république autoproclamée du Haut-Karabakh afin d'obtenir mon accréditation. Lors de notre entretien, nous devons signer un document nous engageant à prendre connaissance des risques et de l'absence de responsabilité de l'État en guerre qui n'a aucune obligation d'assurer notre sécurité. C'est là qu'on prend conscience des risques et que l'angoisse monte.

Afghanistan Tablian : Deux ans après

Afin d'obtenir son accréditation, il est généralement exigé d'être équipé d'un gilet pare-balles et d'un casque pour passer les points de contrôle une fois sur le terrain. L'ONG Reporters sans frontières a pu m'en prêter, moyennant un chèque de caution de 2000 euros.

En ce qui concerne l'Afghanistan, je m'y suis rendu en tant que freelance, c'est-à-dire sans lettre de mission d'un média, ce qui était un pari risqué, mais jouable selon mon fixeur.

L'aéroport de Kaboul, fermé pendant plusieurs mois après le terrible attentat de Daech le 26 août 2021, avait par chance rouvert peu de temps avant mon départ (entre septembre 2021 et avril 2022, les reporters passaient par la frontière terrestre de l'Ouzbékistan, avant que les autorités ouzbèkes n'en limitent l'accès). J'ai pu effectuer un vol Paris - Abou Dhabi via Bahreïn, puis Abou Dhabi - Kaboul avec une compagnie afghane qui ne cessait d'annuler et changer les dates.

J'avais préalablement obtenu mon visa journaliste à Paris auprès des autorités consulaires afghanes qui dépendaient jusqu'au mois d'août 2021 de l'ancien gouvernement afghan, désormais en exil. Sans qu'il y ait la moindre correspondance entre le consulat et le gouvernement taliban de l'Émirat d'Afghanistan, ce visa est tout de même validé à l'arrivée sur le sol afghan.

Mais il me fallait encore obtenir l'accréditation du gouvernement des talibans, nécessaire pour travailler légalement. Pour ce faire, conformément, au protocole en vigueur, j'ai passé un entretien privé d'une demi-heure dans le bureau du porte-parole du ministère taliban des Affaires étrangères. Après avoir pris connaissance de mon curriculum vitae et de ma lettre de motivation, il m'a d'emblée informé qu'en temps normal, le gouvernement taliban ne délivre pas d'accréditation aux indépendants sans lettre de mission d'un média, mais exceptionnellement, il me l'a accordée. Je pense que le fait de publier ce reportage dans une revue de chercheurs a joué en ma faveur, étant moins dans leur collimateur, car non lié à un média de masse.



Comment se déroule un grand reportage sur le terrain ? À quoi ressemblent les journées ? Comment se déplace-t-on ?

S'agissant précisément du grand reporter de guerre, la base de sa mission se concentre sur trois axes principaux.

Premièrement, un travail d'enquête en se rendant sur les lieux des dernières attaques pour authentifier les destructions (par missiles, roquettes, bombes, drones) et les éventuels crimes de guerre, en recueillant des témoignages et prenant des photographies. Par exemple au Haut-Karabakh, nous avons pu authentifier des restes de missiles, dans des bâtiments ciblés détruits (maternité, écoles, immeubles résidentiels, marchés), retrouver des camions militaires et tanks explosés. Tout ce travail peut compléter celui des enquêteurs judiciaires.

Afghanistan Tablian : Deux ans après

Deuxièmement, le reporter de guerre est en contact avec la population civile en recueillant leurs ressentis, leurs angoisses, leurs difficultés. Nous nous rendions dans les caves d'immeubles où s'abritaient les habitants, mais aussi à l'hôpital où les ambulances rapatriaient les blessés et victimes.

Troisièmement, le reporter de guerre se rend aussi près que possible des premières lignes de front pour évaluer l'évolution des dynamiques militaires et du conflit armé, ainsi que la vie des soldats, comme je l'ai fait à Martakert ou encore à Chouchi, la ville où le conflit a basculé en faveur des Azerbaïdjanais.

Un grand reportage est de manière générale rythmé par des journées très intenses et variées : couvertures d'événements (comme une distribution alimentaire), des interviews officielles (directeur d'hôpitaux, responsables politiques et militaires), mais aussi clandestines. J'ai par exemple rencontré en privé, avec une photoreporter iranienne, deux jeunes lycéennes hazaras survivantes d'un terrible attentat de Daech à Kaboul ayant décimé leur classe en 2021 .

Mais nous sommes constamment exposés à des situations totalement inattendues, improvisées, qui enrichissent notre travail. Il faut savoir être flexible et ne jamais perdre son sang-froid.

Il est également fondamental de sortir des sentiers battus et de constamment tenter de prendre de la hauteur pour ne pas perdre en objectivité et se laisser influencer par des opinions, des rumeurs, des informations manipulées ou exagérées, des propagandes.

Pour ma part, j'ai aussi besoin de me rendre dans les endroits les plus reculés d'une région, d'un pays afin d'avoir une vision nuancée des contrastes économiques et sociaux. Des journées consacrées à la recherche et à l'écriture sont un excellent moyen de prendre ce recul. Lorsque c'est possible, il faut aussi se reposer pour gérer l'accumulation de fatigue physique et nerveuse.

En quoi le rôle du fixeur est-il important ?

Au Haut-Karabakh et en Afghanistan, j'ai eu recours à

des fixeurs réguliers, indispensables pour passer les check-points et m'orienter dans des environnements souvent complexes et dangereux, en plus de leur rôle d'interprète. Les fixeurs sont des civils et ne sont pas armés. Ils ne sont pas des gardes du corps. Notre lien doit être fondé sur la confiance et le respect mutuel.

Le choix d'un fixeur expérimenté et volontaire est primordial. En Afghanistan, j'avais contacté un premier fixeur avant mon départ, qui m'a notamment aidé à trouver un appartement, mais il n'était pas assez impliqué sur place. Heureusement, j'ai pu en trouver un autre, habitué à travailler avec France 24 et RFI. Un homme très professionnel, qui est désormais un ami et qui, grâce à une amie reporter, a pu obtenir l'asile politique en France avec sa famille.

Les fixeurs peuvent aussi faire office d'intermédiaires. Par exemple mon fixeur afghan avait un contact qui connaissait le secrétariat du Dr Bashir, chef des services de renseignement taliban de la province du Nangarhar. J'ai pu ainsi obtenir une interview en privé avec lui, à Jalalabad. Cet entretien était l'un de mes objectifs majeurs.

Pour couvrir la guerre au Haut-Karabakh, afin de mutualiser les frais, je m'étais rapproché en Arménie de deux jeunes photoreporters français, Antoni Lallican et François Thomas, désormais spécialisés dans le reportage de guerre et qui ont par la suite effectué un travail absolument remarquable en Ukraine. Notre fixeur nous avait d'emblée avertis qu'il risquait de quitter très rapidement le Haut-Karabakh, car il était très angoissé par les bombardements, ce que nous avons parfaitement compris. Lorsqu'il est reparti, nous avons donc dû improviser et travailler avec le fixeur d'autres reporters allemands. Face à l'urgence et la dangerosité de la situation, un formidable élan de solidarité s'est instauré entre journalistes et fixeurs.

Lorsque je sillonnais l'Afghanistan, mon fixeur me véhiculait dans sa voiture. À Kaboul, je prenais des taxis ou utilisais parfois la moto d'un journaliste rencontré sur place et qui vivait dans la capitale depuis cinq ans.

Cependant, il est primordial d'interagir avec la population locale du quotidien. C'est pourquoi je me déplace beaucoup à pied qui est le meilleur moyen d'analyser la structure d'une ville et de faire des rencontres passionnantes. Le simple fait

Afghanistan Tablian : Deux ans après

d'aller au restaurant, de faire ses courses ou de se rendre dans un square sont des occasions précieuses pour établir un contact humain et avoir des conversations spontanées pour sonder l'état d'esprit, la psychologie et les particularismes culturels des habitants.

J'ai d'ailleurs privilégié le logement chez l'habitant lors de bon nombre de mes reportages, pour une réelle immersion.

Pendant la guerre au Haut-Karabakh, la situation était évidemment atypique. Avec une vingtaine d'autres journalistes étrangers, aidés par trois civils armés arméniens, nous logions dans le sous-sol d'un collègue évacué de Stepanakert (la capitale) afin de nous protéger des bombardements, dans des conditions spartiates (tapis de sol, absence de douches). En revanche, en Afghanistan, je vivais seul dans un appartement confortable, à quelques encablures du périmètre gouvernemental.

Comment choisit-on les rédactions à qui proposer ses reportages ?

Je propose mon travail à des rédactions que je sais très rigoureuses dans l'analyse et le processus d'édition et de vérification. Je ne propose généralement mes reportages et analyses qu'à un nombre limité de médias ayant une solide expertise internationale (France 24, TV5 Monde) et des journaux et revues spécialisés mensuels et bimestriels dans lesquels je peux aller dans le détail, avec des notes de bas de page (Le Monde diplomatique ou les revues du groupe Areion, comme la revue *Diplomatie*) et disposer d'un certain volume d'écriture. Mais pour des raisons budgétaires et juridiques, les médias ont de moins en moins recours aux indépendants, privilégiant leurs salariés ou des collaborations régulières avec des reporters spécialisés sur une seule région du monde. Publier son travail est de plus en plus difficile.

Il est indispensable d'alerter l'opinion publique sur des drames et crises humanitaires, mais selon moi le reporter doit toujours veiller à associer à l'émotion que ses reportages suscitent une analyse rigoureuse et nuancée afin que le lecteur et le téléspectateur aient toutes les cartes en main pour décortiquer cette réalité complexe. C'est une responsabilité importante.

Mon obsession est ainsi de tenter, du mieux que je peux, d'expliquer en nuances et avec rigueur des contextes difficiles d'accès et des concepts complexes (géopolitique, ter-

rorisme, économie), sans dogme ni manichéisme, en toute indépendance financière en ce qui concerne les frais de réalisation. J'alterne reportages de terrain et analyses fouillées sur le format du travail de chercheur. Je revendique d'ailleurs cette double casquette et je déplore une certaine 'rivalité' existant entre ces deux professions extrêmement complémentaires.

Il est bien évidemment fondamental qu'en parallèle, d'autres types de reporters réagissent plus à chaud sur l'actualité, avec régularité, comme les correspondants permanents rattachés à un ou deux médias. Là encore, il faut le voir en termes de complémentarité et non d'opposition.

En tant qu'indépendant, qui ne travaille pas sur commande, j'ai besoin d'énormément de temps pour organiser mes projets, en plus du temps consacré à l'analyse et la compréhension des sujets que je traite en profondeur. Derrière chaque phrase, chaque chiffre, il y a des jours, des semaines de travail, de réflexion, et de doute...car il existe rarement une vérité absolue.

Ce format de travail n'est par définition pas rentable, mais c'est un choix mûrement réfléchi. J'ai organisé ma vie pour ne pas dépendre des très maigres rémunérations de cette profession. Je n'ai pas de plan de carrière dans ce métier, seulement la volonté d'apporter au mieux, avec rigueur et honnêteté, un éclairage pertinent.

Selon vous, quel est l'avenir du métier de grand reporter en particulier de guerre ?

Le reportage de guerre et en terrain complexe (dictatures, États autoritaires, activité terroriste) est beaucoup plus difficile qu'auparavant, car les moyens de surveillance sont bien plus sophistiqués. De plus, les États autoritaires délivrent peu d'accréditations, voire les interdisent à certains pays. De plus en plus de reporters sont emprisonnés, kidnappés quand d'autres sont blessés, tués accidentellement, voire assassinés, comme je l'ai expliqué.

Les médias adoptent ainsi une approche de plus en plus prudente en confiant l'essentiel des missions à leurs salariés plutôt qu'à des indépendants. Cela présente moins de risques pour les rédactions, car leurs salariés sont mieux encadrés et



sont protégés juridiquement contre les risques, contrairement à la plupart des indépendants dont les familles tentent parfois d'engager la responsabilité de ces médias.

L'Ukraine a vu un nombre inhabituellement grand de reporters travailler sans accréditation, profitant d'une lenteur administrative consécutive à un afflux exceptionnel et soudain de reporters. Parmi eux, des amateurs sans aucune expérience, improvisés en reporters et souvent sans matériel de protection, peu contrôlés les premières semaines par des autorités ukrainiennes soucieuses de rendre visible la couverture de ce conflit. De quoi fragiliser encore un peu plus la profession.

Comment est né votre intérêt pour le Caucase et l'Afghanistan ?

L'Asie du Sud est une région qui fascine l'Occident. **L'Afghanistan** est un carrefour de civilisations (perse, gréco-bouddhique, mongole...). Son territoire a été au cœur du 'Grand Jeu' opposant l'Empire britannique des Indes et l'Empire russe au 19^e siècle et a connu l'occupation militaire des Soviétiques puis des Américains et de l'OTAN.

Je comptais m'y rendre en 2018, mais mon choix s'est finalement porté sur l'une des deux Républiques islamiques voisines, à savoir le **Pakistan**. Une grande puissance démographique et nucléaire peu couverte dans les médias et longtemps meurtrie par le terrorisme.

Mon intérêt pour le **Caucase du Nord (russe : Daghestan, Tchétchénie...)** et le **Caucase du Sud (Arménie et république autoproclamée du Haut-Karabakh, Azerbaïdjan, Géorgie)** s'est dessiné dans la continuité de mon reportage en Asie centrale au Kazakhstan (8^e plus vaste pays et premier producteur au monde d'uranium). Toutes ces régions appartenaient à l'URSS, avec un brassage fascinant d'origines ethniques mêlant chrétiens et musulmans. Le Caucase et l'Asie centrale comportent en outre d'importants enjeux énergétiques et géopolitiques issus de l'effondrement de l'Union soviétique qui impactent encore aujourd'hui la région.

Les guerres sont souvent liées à des vieux conflits territoriaux et ethniques, mais aussi à des enjeux géostratégiques, notamment en termes de contrôle des ressources naturelles et des itinéraires de passage (oléoducs, gazoducs, voies maritimes). Des problématiques qui m'intéressent énormément, au même titre que le terrorisme.



L'Afghanistan

Un pays en grandes difficultés

Déchiré par deux décennies de guerre entre les talibans et les forces occidentales, ayant fait 47 245 morts civils entre 2001 à 2021, l'Afghanistan vit aujourd'hui une période charnière depuis le retour au pouvoir des fondamentalistes il y a presque deux ans, vingt après leur premier Émirat islamique (1996-2001).

Pour comprendre la situation actuelle, il est essentiel de souligner l'existence souvent méconnue, et pourtant parfaitement officielle, de **l'accord de Doha** ("Accord pour la paix en Afghanistan"), signé le 29 février 2020 dans la capitale du Qatar. Cet accord, approuvé à l'unanimité par le Conseil de sécurité de l'ONU, a été conclu entre les États-Unis et les talibans, avec pour objectif principal le retrait d'Afghanistan des troupes américaines et de l'OTAN, en échange de l'engagement des talibans à ne plus héberger de militants d'al-Qaïda.

Mais cet accord, qui prévoyait l'ouverture de pourparlers entre les talibans et les dirigeants afghans alors en place en vue de la formation d'un nouveau gouvernement inclusif, n'a pu être totalement appliqué dans la mesure où le gouvernement afghan pro-américain a fui lors de **la prise de**

Afghanistan Tablian : Deux ans après

Kaboul le 15 août 2022 par des talibans qui n'ont pas eu à combattre dans la capitale afghane. Dès lors, les talibans ont eu les mains libres pour prendre l'intégralité du pouvoir après avoir, et il est important de le rappeler, progressivement reconquis le territoire afghan à partir de la fin des années 2000.

Pour l'heure, le gouvernement de l'Émirat islamique d'Afghanistan n'est pas encore reconnu par la communauté internationale.

Pour comprendre les prochains développements, il est capital d'avoir connaissance de la composition ethnique et religieuse du pays : la population afghane est composée à près de 50% de Pachtounes (dont font partie la quasi-intégralité des talibans afghans), un peuple indo-européen de confession sunnite hanafite, également présent au Pakistan, parlant le pachto. **'Afghanistan' signifie d'ailleurs « le pays des Pachtouns » en dari**, un dialecte du persan parlé en Afghanistan. Suivent les Tadjiks (22%), sunnites également, les Hazaras chiites (10%) et d'autres minorités (Ouzbeks, Turkmènes, etc.). Cette diversité ethnique et religieuse ajoute une dimension complexe à la situation en Afghanistan, où les enjeux politiques, sociaux et religieux se mêlent inextricablement.

Dans cette deuxième partie, nous nous plongerons dans la réalité quotidienne des Afghanes et des Afghans, en mettant en lumière les défis auxquels le peuple afghan est confronté et les dynamiques socio-politiques qui façonnent leur vie dans un pays en quête de stabilité et de reconstruction.

Qui sont les talibans ? Y a-t-il plusieurs types de talibans ?

Il faut bien comprendre comment les talibans afghans sont nés.

Le 31 décembre 1979, les Soviétiques envahissent l'Afghanistan afin d'éviter l'effondrement du pouvoir communiste afghan et consolider leur zone d'influence.

Afin d'optimiser les chances de succès des moudjahidines face aux soldats de l'Armée rouge, les États-Unis (CIA) ainsi que les services de renseignement pakistanais vont soutenir financièrement les plus déterminés d'entre eux, à savoir un certain Oussama ben Laden, en provenance d'Arabie Saoudite, mais



aussi un mouvement armé pachtoun émergeant localisé à Peshawar et dans les zones tribales de part et d'autre de la "ligne Durand" (nom donné à la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan, arbitrairement tracée au milieu des villages pachtounes par l'Empire britannique des Indes en 1893).

Imprégnés des courants fondamentalistes des écoles coraniques deobandies, ces combattants, qui forment le **réseau Haqqani**, continuent de tisser leur toile dans les années 1980. Dans leur sillage, un autre mouvement militaire et religieux, plus structuré sur le plan politique, se constitue. Il s'agit des **'talibans'** (« les étudiants en religion »).

Fondé en 1994 par le Mollah Mohammad Omar, le mouvement taliban a rapidement intégré en son sein le réseau Haqqani, bien que ce dernier conserve encore aujourd'hui son identité propre. **Le réseau Haqqani est en quelque sorte le**

Afghanistan Tablian : Deux ans après

bras armé des talibans. Ensemble, ils ont su profiter des affrontements interethniques de la **guerre civile (1992-1996)**, notamment entre les Tadjiks du commandant Ahmed Chah Massoud et les Hazaras, pour prendre le pouvoir et instaurer leur Premier Émirat islamique en 1996, avant que l'intervention américaine et occidentale ne fasse chuter leur régime en octobre 2001, en représailles aux attentats du 11 septembre, après le refus des talibans de livrer Oussama ben Laden, hébergé dans les montagnes afghanes.

Les talibans historiques sont issus principalement du sud-est de l'Afghanistan (province de Kandahar) tandis que les membres du réseau Haqqani sont originaires de l'Est afghan et du Waziristan pakistanais.

Au-delà de leur doctrine religieuse fondamentaliste, ne perdons pas de vue que les talibans constituent avant tout une force de résistance nationaliste, représentant l'ethnie majoritaire du pays (les Pachtounes) et n'ont, faut-il le rappeler, **pas le même projet transnational qu'al-Qaïda, malgré des liens idéologiques étroits** expliquant l'hébergement de l'organisation terroriste sur le sol afghan par le premier Émirat islamique des talibans à la fin des années 1990.

Les talibans n'ont par ailleurs aucun lien avec l'État islamique au Khorassan (EIK), la branche afghano-pakistanaise de Daech, qui est désormais son plus grand rival et ennemi. Implanté en Afghanistan depuis 2015, l'EIK est combattu sans relâche par les talibans.

Précisions qu'au Pakistan, il existe également, depuis 2005, un réseau taliban pakistanais, proche, mais distinct des talibans afghans : Le Tehrik-e-Taliban Pakistan (TTP). Ces talibans pakistanais représentent un groupe plus exogène, composé de différentes ethnies, nationalités (Ouzbègues, Arabes, Tchétchènes) et formations terroristes. Reprochant aux autorités pakistanaises d'être alliées aux Américains, le TTP a perpétré de nombreux attentats au Pakistan entre 2005 et 2016, ce qui a conduit l'armée pakistanaise à les combattre. **Les talibans pakistanais qui ont survécu ont trouvé refuge en Afghanistan et, depuis le retour au pouvoir des talibans afghans, commettent de nouveaux attentats au Pakistan.**

Parlons de votre expérience en Afghanistan. Qu'est-ce qui vous a marqué à votre arrivée sur place ?

Ma toute première impression a été de constater la taille très modeste du terminal de l'aéroport de Kaboul.

Je m'étais préparé mentalement à ce que j'allais voir, mais j'ai d'emblée été impressionné par les nombreux mendiants,

principalement des enfants, mais aussi des femmes en burqa, tout en étant surpris de voir dans le centre de Kaboul des femmes et étudiantes à visage découvert, portant un simple hijab.

J'anticipais pourtant une situation encore plus chaotique sur la voie publique. Cependant et malgré une récession économique majeure, le pays continuait à fonctionner.

Je m'attendais aussi à ce que Kaboul possède quelques traces des vingt ans de présence américaine mais hormis une certaine modernisation du centre-ville, la capitale et le pays semblaient préservés de toute occidentalisation de la vie culturelle et gastronomique. Ce fut une agréable surprise, le pays restant authentique et fidèle à son identité.

Le nombre de talibans dans la rue, et tous ces checkpoints à l'intérieur de chaque province, mais aussi de chaque ville, était impressionnant.

Les extrêmes climatiques de ce pays montagneux m'ont également marqué. En hiver, un ami reporter a connu des températures pouvant descendre jusqu'à -10/-15 degrés Celsius avec de la neige jusqu'en mars, alors qu'en mai, à mon arrivée, la chaleur était déjà accablante, notamment à Jalalabad.

Depuis la prise du pouvoir par les talibans, comment sont perçus les journalistes étrangers ?

Par les talibans

Au cours des huit premiers mois, contrairement aux journalistes afghans très vite muselés, les reporters étrangers n'étaient pas traités avec trop d'hostilité. Les talibans souhaitaient médiatiser leur retour au pouvoir, acquis de haute lutte, tout en contrôlant certains sujets sensibles.

Depuis la fin de l'année 2022, on observe un changement de ton. Énormément de reporters occidentaux ont vu leur demande d'accréditation refusée. Beaucoup de reporters travaillant depuis de nombreuses années en Afghanistan, essentiellement des femmes, ont échoué à renouveler leur permis de travail. Certains envoyés spéciaux anglo-saxons ont été temporairement arrêtés, et même expulsés.

J'aimerais retourner en Afghanistan, mais j'ignore si j'y parviendrai. Les talibans auront certainement durci leurs conditions d'accréditation.

Les reportages les plus sensibles, portant sur les droits des femmes et le trafic d'êtres humains, vont devenir de plus en plus difficiles. La détention par les talibans depuis le 6 jan-

Afghanistan Tablian : Deux ans après

vier 2023 de Mortaza Behboudi, un jeune fixeur et reporter franco-afghan très réputés, que j'ai eu la chance de rencontrer, est un signal clair envoyé par le nouveau gouvernement pour décourager les investigations qui les dérangent.

Par la population

À Kaboul, en particulier dans le centre-ville où la population est éduquée, les habitants étaient soulagés de me confier leur peur des talibans, leur désespoir face à la crise économique, mais aussi leur sentiment d'avoir été abandonnés par les Américains et les élites afghanes corrompues qui ont fui lâchement.

Une grande partie du peuple afghan en veut également aux Américains en raison des nombreuses bavures, reconnues par Washington, lors de bombardements et frappes de drones (tuant civils et enfants) et déplore le gel des avoirs de la banque centrale, dans un contexte de famine. L'image du journaliste occidental pourrait donc être en partie perçue de manière négative.

Mais les talibans sont également craints en dehors des classes sociales aisées, principalement dans les régions du centre et du nord de l'Afghanistan où les ethnies non pachtoune sont les plus représentées (Hazaras, Tadjiks, Ouzbeks, Turkmènes) bien que ces minorités se soient déchirées pendant la guerre civile dans les années 1990.

Ce sentiment mitigé et nuancé explique que je n'ai ressenti aucune hostilité à mon égard de la part d'un peuple en souffrance, partagé entre une défiance vis-à-vis de l'immixtion des puissances occidentales et la conscience des limites d'un pouvoir nationaliste et rétrograde isolé sur la scène internationale.

Est-ce que la population veut partir ?

Une fois encore, il est nécessaire de faire une distinction entre les différentes catégories sociales. La minorité éduquée est totalement paniquée et exprime clairement son désir de partir pour des raisons économiques et sécuritaires. Beaucoup ont d'ailleurs déjà quitté le pays et la fuite des cerveaux va s'amplifier. Ces anciens employés d'ONG, avocats, juges, membres de l'ancien gouvernement font souvent face à des menaces de mort et se trouvent sur des listes d'asiles politiques.

Les plus chanceux sont déjà réfugiés politiques en Europe ou aux États-Unis, quand d'autres sont toujours bloqués au Pakistan ou en Jordanie sur des listes d'attente. Mais ce changement de vie a un prix, car ces hommes et femmes laissent tout

derrière eux.

Pour la majorité de la population, la vie doit reprendre son cours. Elle n'a de toute façon pas les moyens financiers de pouvoir organiser un éventuel départ.

Quelles étaient vos craintes lors de ce reportage ?

J'avais constamment peur de mettre en danger de mort des habitants qui critiquaient les talibans, tout particulièrement les femmes en burqa que j'ai interviewées au cours d'une distribution alimentaire clandestine par une ONG locale, excluant les talibans. J'ai veillé à bien modifier leurs noms et ne pas mentionner leur localité dans mes publications sur les réseaux sociaux.

Je craignais aussi de me retrouver au cœur d'un attentat. Je n'étais pas serein lorsque que j'interrogeais dans la rue les habitants du quartier hazara chiite de Dasht-e-Barchi à l'ouest de Kaboul, qui est régulièrement le théâtre d'attaques sanglantes de (l'EIK).

Enfin je ne pouvais oublier le risque d'être kidnappé par des membres de Daech qui peuvent se dissimuler au milieu de la population.

À quoi ressemble la vie en Afghanistan depuis la prise de pouvoir par les talibans ?

Sur la vie quotidienne

Après le choc des premières semaines, les habitants et les commerçants ont repris progressivement leur vie dans une troublante normalité.

Les talibans sont partout. C'est impressionnant au début, car ils sont armés jusqu'aux dents et affichent pour la plupart un regard sévère, mais ils finissent par se fondre dans le décor, jusque dans les restaurants. Certains s'invitaient dans notre voiture en auto-stop sur les grandes distances. D'autres semblent même désœuvrés, assurant leur poste sur des chaises en plastique, au coin de la rue. Mais rien ne leur échappe et ils savent montrer leur autorité à tout moment comme lorsque l'un d'entre eux a ouvert le feu pour faire fuir des taxis qui bloquaient l'entrée de mon immeuble, alors que je rentrais chez moi.

S'agissant de la vie culturelle, les rares salles de cinéma et karaokés ont fermé et il est interdit d'écouter de la musique

Afghanistan Tablian : Deux ans après

occidentale. Cependant, les talibans n'ont pas les moyens technologiques pour contrôler internet et certaines radios clandestines, bien qu'ils traquent sur Twitter journalistes et activistes.

Sur l'économie

Les 9,5 milliards de dollars d'avoir de la banque centrale afghane ont été gelés par Washington, accélérant la crise économique et alimentaire. **N'oublions pas que la malnutrition frappe de plein fouet la population.**

Grâce à l'aide du Programme alimentaire mondial de l'ONU (PAM), qui soutient près de la moitié de la population, en situation de détresse ou de tension alimentaire, soit environ 18 millions de personnes (sur les 39 millions d'habitants du pays), l'effondrement a été évité.

L'atroce spectacle des enfants malnutris auquel j'ai assisté à l'hôpital Indira Gandhi est encore très présent dans mon esprit. Grâce à une amie afghane qui était alors travailleuse humanitaire, nous avons pu coordonner une aide financière pour l'une des mères.

Précisions qu'avant le retour des talibans, la crise alimentaire était déjà considérable, avec pas moins de 10 millions de personnes sous aide alimentaire !

Malgré tout, le peuple afghan, habitué à plusieurs décennies de guerre, est extrêmement résilient, travailleur et débrouillard. Les vendeurs ambulants continuent de se lever à 6h du matin et les marchés alimentaires des grandes villes demeurent actifs.

Les taxis continuent également de fonctionner et parviennent à se procurer de l'essence, malgré la forte inflation. Le tourisme est cependant devenu inexistant.

Dans les campagnes et les montagnes, la survie se fait souvent par le troc, l'entraide, les distributions alimentaires et, parfois d'argent liquide.

Sur la sécurité

Depuis leur reprise du pouvoir, le rétablissement de la sécurité (droit commun et terrorisme) demeure la priorité du gouvernement, ce que la population salue largement.

Les talibans se divisent en trois corps : la police, l'armée et les renseignements. Le gouvernement a déployé un maillage important du territoire en mettant en place de nombreux checkpoints. Les très rares étrangers (journalistes et travailleurs humanitaires) sont contrôlés systématiquement et la population l'est également, mais peut-être plus aléatoire-

ment. De nombreuses patrouilles de talibans armés de lance-roquettes et de fusils M16 se déplacent dans les Jeeps blindées de l'armée américaine (qui a au total laissé plus de 7 milliards de dollars de matériel militaire !)

Les attaques organisées par l'EIK, qui n'a plus d'emprise territoriale, mais conserve des cellules dormantes, ont nettement diminué depuis le retour des talibans.

Bien que les attentats meurtriers perpétrés par l'EIK, principalement dirigés contre la communauté hazara chiite, les soufis et parfois même les talibans persistent, l'amélioration de la sécurité est indéniable.

J'ai pu le constater en pouvant circuler, non sans de nombreux contrôles, dans la vallée du Panchir, où les talibans combattaient encore en mai 2022 de très faibles poches de résistance du fils du commandant Massoud, ou encore, escorté par des talibans, dans l'ensemble de la province du Nangarhar et près de la frontière pakistanaise dans des villages de la province d'Atchin, un temps contrôlés il n'y a encore pas si longtemps par l'EIK.

Plusieurs raisons expliquent ce déclin de l'EIK, qui m'a été confirmé en personne à Jalalabad par le Dr Bashir, chef taliban des renseignements du Nangarhar.

En premier lieu, les talibans sont familiers des méthodes employées par l'EIK tels que les attentats terroristes ou encore les opérations commando, et savent donc bien les contrer.

En second lieu, beaucoup de militants de l'EIK se sont rendus et les talibans savent user de méthodes musclées dont j'ai été témoin par accident (extorsion d'aveu du suspect, les yeux bandés, face au mur)

Enfin, avant le départ de l'armée américaine, il existait une relation triangulaire entre les armées américaine et afghane associées, les talibans et l'EIK.

Outre la guerre menée par l'armée américaine, épaulée par l'armée afghane, contre les talibans, les deux belligérants combattaient depuis 2015, parallèlement, et chacun de leurs côtés, un ennemi commun : l'EIK.

Profitant de l'affaiblissement de ses deux ennemis, l'EIK était parvenu à étendre son territoire à l'est du pays.

Aujourd'hui, avec le départ de l'armée américaine, cette relation triangulaire n'existe plus. **Il n'y a désormais plus qu'un affrontement direct et unique entre l'EIK et les talibans, ces derniers concentrant tous leurs efforts dans la lutte contre ces militants de Daech.**

Afghanistan Tablian : Deux ans après

Cette situation pourrait d'ailleurs être l'une des raisons (outre la perte totale de légitimité et d'intérêt de Washington à rester en Afghanistan) pour lesquelles les Américains ont été confortés dans leur choix de se retirer. En effet, selon moi, un État afghan aux mains d'un pouvoir taliban fort et aux visées purement nationales représente, du point de vue égoïste des grandes puissances, la meilleure alternative pour canaliser les poussées expansionnistes territoriales mondialisées de l'État islamique.

Mais malheureusement, ce retrait occidental s'est fait au prix de l'anéantissement des droits des femmes afghanes, livrées aux mains d'un pouvoir taliban omnipotent sur son territoire.

Sur l'éducation

L'éducation des garçons se poursuit normalement. On peut toutefois se demander si les programmes dans les manuels scolaires ne risquent pas d'être modifiés par les talibans, qui réécriront l'histoire. La multiplication des écoles coraniques devrait également se généraliser.

En revanche, pour les jeunes filles, la situation a très vite changé avec l'arrivée au pouvoir des talibans. Lorsque j'étais sur place en mai et juin 2022, les petites filles pouvaient aller à l'école primaire et les jeunes femmes à l'université, mais l'accès au collège et au lycée leur était interdit.

Désormais, depuis quelques mois, les jeunes femmes n'ont même plus le droit d'aller à l'université, l'école primaire demeurant l'unique accès à une éducation qui tente de persister de manière clandestine dans les sous-sols des maisons.

Sur la place de la femme

Outre la fin de l'éducation, la situation des droits des femmes en Afghanistan a connu des changements drastiques depuis l'arrivée au pouvoir des talibans. **Elles sont désormais exclues de tous les emplois publics à l'exception des sages-femmes et infirmières et l'accès au secteur privé est extrêmement limité.** Cette situation a accentué la paupérisation des ménages et **la vente d'enfants par des mères démunies**, bien que ces pratiques archaïques existaient déjà.

Bien qu'ils revendiquent l'application de la charia, les talibans s'inspirent sans le mentionner du patriarcat véhiculé par le Pachtounwali, un code d'honneur coutumier vieux de deux mille ans régissant la vie quotidienne dans les zones tribales pachtounes. Or le **Pachtounwali**, bien qu'il contienne certaines valeurs extrêmement nobles, est aussi rigoriste que les plus rudes interprétations de la charia s'agissant des droits des femmes (**déni de leur droit patrimonial pourtant inscrit dans le Coran, dissimulation du visage en dehors de la sphère privée, absence d'éducation, séparation stricte des sexes**).

Les normes talibanes actuelles dénaturent ainsi l'islam en s'inspirant du Pachtounwali, mais aussi du deobandisme, lui-même influencé par le wahhabisme.

Lorsque j'étais sur place en mai-juin 2022, **la burqa** (voile intégral dissimulant les yeux) et le **niqab** (yeux apparents) n'étaient pas encore généralisés dans le centre de Kaboul.

La situation s'est cependant détériorée ces derniers mois face à



Afghanistan Tablian : Deux ans après

la pression du ministère pour la Promotion de la vertu et la Répression du vice. Le port de la burqa ou à défaut du niqab, prévu par décret, est ainsi encouragé, et on observe dans les rues une augmentation des pancartes incitant les femmes à se conformer à cette pratique vestimentaire.

Les femmes ne peuvent pas sortir sans un chaperon masculin et les contacts entre hommes et femmes sont strictement encadrés. Il est interdit aux hommes et femmes d'interagir dans l'espace public. Désormais, les femmes sont incitées à rester à la maison, leurs activités sont fortement restreintes et leurs déplacements seules sont encadrés par un bornage kilométrique.

Lorsque j'étais sur place, les espaces publics, tels que les

parcs, prévoyaient des créneaux horaires réservés aux femmes. Désormais, ces créneaux ont disparu.

Les salons de beauté sont l'un des rares lieux où les femmes restent relativement libres, bien qu'il y ait eu des restrictions telles que le retrait des mannequins et des photographies de visages féminins sur les vitrines.

La vie des femmes a été principalement chamboulée parmi les couches sociales éduquées du centre de Kaboul qui avaient pu goûter à une émancipation partielle entre 2001 et 2021. Mais dans les zones rurales pachtounes, encore très imprégnées du Pachtounwali, l'arrivée des talibans n'a pas tellement changé leur vie.

Comment s'exerce la justice talibane ?

Le système judiciaire taliban repose sur des juges islamiques issus des madrasas (écoles coraniques) deobandies. Ce sont à la fois des magistrats et des théologiens religieux (oulémas) éduqués dans les zones tribales pachtounes afghano-pakistanaïses dans les années 1980 et 1990 pendant la guerre contre l'URSS puis lors de la guerre civile.

Le principe est une application extrêmement rigoriste de la jurisprudence sunnite hanafite. Contrairement aux idées reçues, les talibans sont très procéduriers, leur système judiciaire est très bureaucratique, hiérarchisé et les actes juridiques sont écrits. Il existe des voies de recours (appel et cassation) et les preuves écrites, mais surtout les témoignages, sont prépondérants.

Le barreau indépendant afghan a été mis sous la tutelle du ministère taliban de la Justice et les avocats ne peuvent plus exercer sans une licence approuvée par les talibans. Beaucoup ont été isolés et menacés. Comme l'explique Adam Bacsko, chargé de recherche CNRS au CERI-Sciences Po qui a réalisé entre 2010 et 2016 de nombreux entretiens avec des juges talibans dans les années de reconquête progressive du pouvoir par le mouvement, leur système est apparu bien plus prévisible et efficace dans la régulation des contentieux, notamment civils, que la justice très corrompue et inégalitaire du gouvernement afghan des années 2001-2021, malgré des peines parfois extrêmes pour le volet pénal (amputation des mains des voleurs, lapidation).

Selon lui, c'est l'une des grandes raisons qui aurait permis

cette récupération progressive des territoires par les talibans grâce à l'adhésion d'une partie de la population, les estimant plus impartiaux.

Comment est structuré le pouvoir politique et comment s'exerce-t-il ?

Depuis le retour des talibans, il y a peu de transparence quant au fonctionnement du pouvoir. Il n'existe aucun texte officiel de droit qui décrit l'organisation du gouvernement taliban bien qu'ils aient annoncé vouloir restaurer la Constitution monarchique de 1964 en y excluant les articles non conformes à la charia.

Mais les talibans au pouvoir ont-ils réellement changé par rapport au premier Émirat islamique entre 1996 et 2001 ?

Le Chef suprême des talibans est depuis 2016 le très discret Hibatullah Akhundzada, un juge islamique très respecté par les talibans qui faisait déjà partie du premier Émirat. Son **Premier ministre est Mohammad Hassan Akhund, ancien vice-ministre des Affaires étrangères sous le premier régime taliban et ancien conseiller politique du mollah Omar**.

Il est intéressant de noter que les actuels **ministres de la Défense** et **ministre de l'Intérieur** sont respectivement Mohammad Yaqoub, **fils aîné du mollah Omar**, fondateur des talibans, et Sirajuddin Haqqani, **fils du fondateur du réseau éponyme**. Ceci démontre que les racines des talibans n'ont pas changé.

Dans l'administration, la plupart des fonctionnaires

Afghanistan Tablian : Deux ans après

(souvent hostiles aux talibans en privé) étaient déjà en poste sous l'ancien gouvernement : une situation assez schizophrène que j'ai pu observer. De nombreux juges islamiques talibans ont été détachés temporairement de leur fonction pour suppléer ces fonctionnaires déjà qualifiés dont les talibans ont besoin.

En somme, le pays est géré de manière ordonnée, respectant une hiérarchie au sein des ministères.

Sur vos photographies, certains combattants paraissent particulièrement jeunes, comment la jeunesse se retrouve-t-elle au sein des talibans ?

On compte en effet beaucoup de jeunes dans les rangs des talibans qui sont souvent des enfants et neveux de talibans ou de nouveaux sympathisants.

Pour consolider le maillage sécuritaire que j'ai évoqué précédemment, les talibans ont besoin d'un volume important d'hommes. Selon les témoignages que j'ai recueillis auprès de ces jeunes talibans, qui sont souvent originaires de milieux montagneux et ruraux, ils ne sont pas payés dans les premiers mois, mais sont nourris. Ils doivent attendre de monter en grade pour obtenir une rémunération.

Il convient de noter que pour de nombreux jeunes talibans, leur engagement est autant lié au contexte politique et économique qu'à une adhésion idéologique. Certains aspirent à une vie étudiante et une vie normale. Il n'est pas rare de les voir utiliser les réseaux sociaux (notamment TikTok), fusil à la main, et poser des questions surprenantes. L'un d'entre eux m'a demandé naïvement pourquoi la France n'aidait pas davantage l'Afghanistan ! Mais bien évidemment, la génération de leurs parents et grands-parents est tout à fait différente et très intimidante. On sent que l'idéologie talibane coule dans leur veine et qu'ils sont coutumiers au combat de la guerre des dernières décennies.





Quel avenir pour l'Afghanistan

Quelle est la situation aujourd'hui sur place ? Y a-t-il eu une évolution depuis votre reportage ?

Depuis mon reportage, la situation est restée relativement stable d'après les échanges que j'ai avec des habitants, bien que certains aspects aient connu une évolution préoccupante. Outre la négation des droits des femmes, l'Afghanistan fait toujours face aux mêmes défis économiques et humanitaires. La paralysie de la banque centrale a eu un impact significatif et le pays est toujours tenu à bout de bras par l'aide humanitaire du Programme alimentaire mondial. La reprise des échanges commerciaux se poursuit tout de même avec des États tels que l'Ouzbékistan (qui est leur fournisseur d'électricité), le Pakistan, l'Iran et l'Inde.

L'an passé, les talibans ont exprimé leur fierté d'avoir bouclé un budget annuel indépendant sans dépendre de l'aide extérieure grâce à la collecte de taxes douanières (et certainement les revenus de l'opium). Il n'est pourtant que de 2,57 milliards de dollars, plus de deux fois inférieur au dernier budget, déjà dérisoire, du précédent gouvernement.

Quels sont les perspectives et leviers économiques pour le pays ?

Afghanistan Tablian : Deux ans après

Les perspectives économiques futures pour l'Afghanistan soulèvent plusieurs questions et enjeux, d'abord en ce qui concerne l'aide humanitaire. Parviendra-t-elle à être aussi importante pour le pays, qui aura besoin chaque année de plus de 4 milliards de dollars de dons pour maintenir l'aide alimentaire ?

Ensuite, la Chine représente une problématique majeure, compte tenu des 76 km de frontière qu'elle partage avec l'Afghanistan et de sa rivalité géopolitique avec l'Inde.

D'un point de vue économique et géopolitique, on observe un rapprochement croissant entre l'Afghanistan et la Chine. Après le Pakistan, le pouvoir chinois voudrait intégrer l'Afghanistan dans ses nouvelles routes de la soie. Les ressources minières et énergétiques considérables de l'Afghanistan, telles que le lithium et le cuivre, suscitent également l'intérêt des investisseurs chinois, qu'on aperçoit parfois discrètement à Kaboul.

Depuis le milieu des années 2000, la Chine a engagé des discussions avec l'ancien gouvernement afghan et, maintenant, avec les talibans. En avril dernier, une société chinoise appartenant au groupe Central Asia Petroleum and Gas Co (CAPEIC) a obtenu les droits d'exploitation pétrolière pendant vingt-cinq ans dans la région du bassin de l'Amou-Daria au nord du pays, consacrant le premier grand contrat d'investissement et d'exploitation chinois finalisé avec les talibans en Afghanistan. Par ailleurs, des pourparlers sont en cours depuis 2007 pour l'exploitation d'une des plus grandes réserves de cuivre au monde, la mine de Mes Aynak, à Logar.

Néanmoins, les Chinois ne se précipitent pas pour investir dans le pays, ils attendent certaines garanties sécuritaires.

Quelles sont les perspectives politiques? Les talibans peuvent-ils un jour être reconnus à l'international ?

C'est la grande question. C'est peu probable à court et moyen terme. Récemment, lors d'une réunion au Qatar le 1^{er} mai, l'ONU a pris position en se défendant de toute reconnaissance officielle.

Le Pakistan reste très méfiant en raison du vieux différend lié à leur frontière commune, la ligne Durand (jamais reconnue ni par l'ancien gouvernement afghan ni par les talibans) et à la résurgence des talibans pakistanais. **Le 16 avril 2022, l'armée pakistanaise a bombardé des villages afghans dans la province de Khost, tuant au passage quarante civils afghans, pour mettre la pression sur les talibans, ce n'est pas rien !**

Quant à l'Iran, ses préoccupations en matière de terrorisme et de sécurité intérieure laissent à penser qu'une reconnaissance de leur part semble peu crédible, le régime iranien étant très méfiant des talibans sunnites, qui plus est depuis les récents accrochages meurtriers près du fleuve Helmand.

Le régime des talibans est actuellement sur une ligne de crête. Soucieux de voir leur Émirat islamique reconnu à l'international et de développer le pays, les talibans tentent de montrer une image moins rude qu'il y a vingt-cinq ans et de rétablir la sécurité. Mais ils semblent pouvoir se permettre de durcir le ton sur les droits des femmes et la Chine devrait vraisemblablement investir progressivement à moyen et long terme.

Liste des grands reportages réalisés par Arthur Fouchère

1. La faillite de la ville de Détroit, Paris Match, dans la rubrique "Le document", en 2015
2. La situation des villages évacués à Fukushima et le sort des déplacés cinq ans après, TV5 Monde (article), en 2016
3. Le marché de la robotique au Japon, Le Monde diplomatique, en 2016
4. Les nouvelles routes de la soie chinoises au Kazakhstan, Le Monde diplomatique; le rôle de médiateur de l'État du Kazakhstan, Le Monde diplomatique et France 24, en 2017
5. L'Azerbaïdjan et le Haut-Karabakh, espoir de paix pour la jeunesse ?, publié dans le livre annuel de l'association « Pour une écologie humaine » en 2017
6. Le Pakistan et la place des Pachtounes après le chaos des talibans pakistanais, OrientXXI (premier média français indépendant spécialiste du monde arabe et musulman), en 2018
7. La situation sécuritaire et géostratégique en Tchétchénie et au Daghestan russes: revue Carto et revue Diplomatie (groupe Areion), OrientXXI, en 2019;
8. Couverture de la guerre au Haut-Karabakh en octobre/novembre 2020, revue Diplomatie (un reportage et une analyse), TV5 Monde (correspondance en direct dans le journal télévisé); en 2020
9. L'Afghanistan un an après le retour des talibans, revue Diplomatie, en 2022